
L'extraction de minerai de fer atteint les mangroves guatémaltèques

Au Guatemala les autorités gouvernementales continuent à promouvoir l'industrie minière des métaux, malgré le mécontentement généralisé des communautés locales et des peuples indigènes qui ont effectué une série de consultations chez les habitants, de bonne foi, d'où il est ressorti un refus manifeste et total de cette activité.

Pendant des années, l'extraction minière des métaux se profilait à l'horizon et exploitait les massifs ou les chaînes de montagne, mais il y a un peu plus de deux ans surgit la nouvelle surprenante de la concession de quatre permis qui visaient l'exploration et la prospection de gisements de fer et d'autres métaux sur la côte Sud du pays.

Les entreprises Tikal Minerals, filiale de Mayan Iron Corp, et Firecreek Resources, filiale de G4G, disposent au total d'une superficie de 3 000 kilomètres carrés, toutes deux avec des autorisations et des permis délivrés par le ministère de l'Énergie et des Mines. La première d'entre elles projette une exploration en zone terrestre et la seconde la reconnaissance de gisements métalliques au fond de la mer. Elles supposent toutes deux une violente menace contre les systèmes naturels de la région, mais en particulier pour l'écosystème que constitue la mangrove.

Les mangroves guatémaltèques offrent beaucoup de ressources aux communautés locales qui en tirent le fruit de la pêche pour leur subsistance et pour le commerce, ainsi que la collecte d'autres espèces utilisées pour l'alimentation : crevettes, crabes, coquillages et d'autres encore.

L'entreprise Tikal Minerals a présenté, fin décembre 2010, l'Étude d'impact environnemental (EIE) du projet Porvenir Central. Le polygone minier comprend 98 kilomètres carrés et entoure complètement une des deux seules zones de mangrove protégées du pays, le parc national Sipacate-Naranjo, qui présente, outre la mangrove, d'autres écosystèmes qui lui sont associés : des marécages, des zones humides avec des plantes herbacées, des lagunes littorales, des plages de sable et des plages de boue.

Cette EIE a été réfutée par plusieurs institutions écologistes, dont l'École de pensée écologiste SAVIA, la Coordination guatémaltèque pour la protection des mangroves et de la vie, l'Association de citoyens pour le développement intégral de Champérico, le Réseau mangrove international et l'Alliance citoyenne pour la côte Sud.

Récemment, le ministère de l'Environnement a repoussé l'EIE, en alléguant que les effets négatifs dépasseraient les positifs. Mais ceux qui, comme nous, savent de quoi sont capables les entreprises minières pour parvenir à leurs fins, ne chantent pas encore victoire et restent attentifs aux recours que peuvent présenter les cabinets juridiques de l'entreprise pour inverser le verdict qui s'oppose à leur intention d'explorer et d'exploiter dans le futur nos caractéristiques sables noirs.

Pourtant, la voracité de ces entreprises n'aura pas le chemin facile. Le sentiment d'indignation de la population de la côte va croissant jour après jour, et elle est prête à tout pour défendre ses plages, ses marécages et ses mangroves, unie dans un même cri : « La mangrove, oui ! Les mines de fer,

non ! »

Carlos Salvatierra, Secrétaire exécutif de Redmanglar Internacional, redmanglar@redmanglar.org